



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PORTMANN LOGISTICS (ex HEPPNER)

2 rue des Alpes
68390 Sausheim

Références : E/26 - 0526
Code AIOT : 0006509173

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement PORTMANN LOGISTICS (ex HEPPNER) implanté Allée des Pleus ZAC de Tuboeuf 77170 Brie-Comte-Robert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite inopinée du 18 février 2026 intervient après la reprise des activités du site PORTMANN LOGISTICS qui étaient à l'arrêt suite à un mouvement social ayant eu lieu sur le site début février. Elle a pour objet de vérifier que cette reprise a été effectuée dans le respect des conditions d'exploitation prévues dans l'arrêté d'autorisation n° 2014/DRIEE/UT/77/185 du 08 octobre 2014.

L'inspection des installations classées a également fait le point sur la prise en compte des suites formulées lors de l'exercice POI inopiné du 25 novembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PORTMANN LOGISTICS (ex HEPPNER)
- Allée des Pleus ZAC de Tuboeuf 77170 Brie-Comte-Robert

- Code AIOT : 0006509173
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société PORTMANN LOGISTICS, dont le siège social est situé 2 rue des Alpes à SAUSHEIM (68390), a repris en 2017 l'exploitation de l'établissement à Brie-Comte-Robert qui était précédemment exploité par la société HEPPNER.

La société PORTMANN LOGISTICS exploite un entrepôt de 15 100 m² subdivisé en 3 cellules.

Cet établissement bénéficie d'une autorisation d'exploiter un entrepôt de stockage de liquides inflammables et d'aérosols et est assujéti au respect des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2014 DRIEE UT 77 185 du 08 octobre 2014.

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour 2 rubriques (4320 et 4331) et est Seveso seuil bas pour la rubrique 4320.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Respect des conditions d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|--|--|--|-----------------------|
| 3 | Plan d'opération interne – Contenu | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 5 | Plan d'opération interne – Contenu | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 7 | Plan d'opération interne – Contenu | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 8 | Plan d'opération interne – Contenu | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande de justificatif à l'exploitant | 4 mois |
| 15 | Plan d'opération interne – Contenu | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article 1.2 | / | Sans objet |
| 2 | Plan d'opération interne – Contenu | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 4 | Plan d'opération interne – Formation | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |
| 6 | Plan d'opération interne – Contenu | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |
| 9 | Plan d'opération interne | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 69 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 10 | Système d'information interne | Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article Article 7.6.7 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 11 | Séparation physique des stockages d'aérosols et de produits inflammables | Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article Article 8.2.4 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 12 | Conformité aux dossiers | Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article Article 1.3 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 13 | Caractéristiques des éléments de construction | Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article Article 8.1.3.1 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 14 | Produits | Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article Article 7.3.1.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté que la reprise d'activité a été effectuée dans le respect des capacités autorisées par l'arrêté d'autorisation n° 2014/DRIEE/UT/77/185 du 08 octobre 2014.

Le site dispose d'un logiciel programmé sur la base des données figurant dans les fiches de données

de sécurité des produits intrants pour assurer le respect des règles de stockage définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (zone et hauteur de stockage).

En ce qui concerne les suites soulevées lors de l'exercice POI inopiné réalisé par l'Inspection le 25 novembre 2025, l'Inspection a constaté que l'exploitant a élaboré un plan d'actions correctives. Une grande partie des suites, dont les échéances sont arrivées à terme, ont été levées. L'exploitant a mandaté un bureau d'études pour mettre à jour le POI en intégrant les demandes de l'Inspection formulées lors de la visite du 25 novembre 2025. Celui-ci sera transmis à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article 1.2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Respect des seuils |
| Prescription contrôlée : Classement ICPE ci-dessous mis à jour dans le courrier de référence E/24-1608 du 15 juillet 2024 suite demande de modification de la rubrique 1436 et demande de bénéfice des droits acquis pour les rubriques 1510 et 2910. |
| Constats : L'Inspection a contrôlé les états des stocks de la journée du 9 février 2026 (date suivant la reprise d'activité après l'arrêt du site) et du 18 février 2026. L'état des stocks du 20 février 2026 a également été transmis à l'Inspection suite à sa demande. Aucun dépassement des seuils autorisés n'a été constaté. Par ailleurs, l'Inspection a constaté sur cet état de stock, la présence d'une quantité infime d'aérosols hors zone autorisée. En se rendant dans la cellule concernée, il a été constaté qu'il s'agissait d'une benne de stockage de déchets (aérosols et autres). L'Inspection a ainsi rappelé à l'exploitant qu'une benne dédiée pour le stockage des aérosols déchets doit être mise en place dans la zone aérosols. Elle lui a également rappelé que pour les autres déchets la compatibilité de stockage des déchets entre eux doit être vérifiée. Le mélange de produits dangereux et non dangereux est interdit. L'exploitant a directement donné les consignes nécessaires. Par courrier électronique du 27 février 2026, l'exploitant a transmis l'état des stocks indiquant l'absence d'aérosols dans les cellules non autorisées à les recevoir. Une benne dédiée a été mise en place pour le stockage des aérosols « déchets ». |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Plan d'opération interne – Contenu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V |
| Thème(s) : Risques accidentels, Articulation POI-PPI |
| |

| |
|---|
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2026 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>[...]</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection, justificatif à l'appui, qu'un plan d'actions a été mis en place suite aux constats formulés lors de la visite du 25 novembre 2025 (suite n° 25112025-1).</p> <p>Ce plan d'actions a été transmis par la suite le 19 février 2026. Afin que les autorités, services et tiers concernés soient alertés lors d'un incident sur site nécessitant le déclenchement du POI, l'exploitant envisage de créer une liste de contacts dans sa messagerie pour faciliter la communication à l'ensemble des parties intéressées (autorités, riverains, contacts Portmann).</p> <p>L'efficacité de cette action sera vérifiée lors du prochain exercice POI.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Plan d'opération interne – Contenu

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Fiches scénario</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2026 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021</p> <p>[...]</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; [...]</p> |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 25 novembre 2025, l'Inspection a constaté que l'ensemble des dispositions prévues dans la fiche POI correspondant au scénario déroulé lors de cette visite n'était pas appliqué. Il lui a alors été demandé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en cohérence les fiches scénarios de son POI avec les mesures effectives qu'il met en place sur site en cas accident/incident en tenant compte du retour d'expérience de l'exercice POI du 25 novembre 2025 (suite 25112025- 4), - transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'action visant à s'assurer de la bonne application des mesures prévues dans les différentes fiches du POI (suite 25112025- 5). <p>L'exploitant a indiqué, justificatif à l'appui, avoir missionné un prestataire pour la mise à jour du POI. Le plan d'actions transmis le 19 février 2026 indiquait la réalisation de formation et d'exercices pour les salariés pour préparer les agents qui se doivent d'intervenir sans se mettre en danger.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20260218-1: L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées les justificatifs de la réalisation des exercices et formations visant à entraîner les agents sur l'application du POI.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 4 : Plan d'opération interne – Formation

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation personnel, Entreprises extérieures et intervenants</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2026 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 25 novembre 2025, l'exploitant devait transmettre à l'inspection des installations classées le justificatif de la présence d'une façon permanente sur site d'une équipe de première intervention. Les attestations de formation des personnes formant ladite équipe devaient également être transmises à l'inspection des installations classées (suite n° 25112025-6).</p> |

Par courrier du 13 janvier 2026, l'exploitant a indiqué que l'ensemble du personnel a passé la formation "Équipier de 1ère intervention" ce qui justifie la présence permanente sur site d'une équipe d'EPI. Les attestations de formation ont également été transmises.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Formation personnel, Entreprises extérieures et intervenants

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 26/01/2026

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

[...] g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;[...]

Constats :

Suite à la visite du 25 novembre 2025, il a été demandé à l'exploitant de transmettre la liste des équipiers pouvant occuper les différentes fonctions POI à jour (annexe 2 du POI) ainsi que le justificatif des dispositions mises en œuvre pour former l'ensemble du personnel figurant dans l'annuaire de crise annexé au POI aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes (suite n° 25112025-7).

Dans son plan d'actions transmis le 19 février 2026, l'exploitant indique que des formations au POI seront à refaire à l'ensemble des personnes et qu'une intervention extérieure pour appuyer la démarche pourra être envisagée.

Toutefois, la liste des personnes des équipiers pouvant occuper les différentes fonctions du POI à jour n'a pas été transmise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20260218-2 L'exploitant doit transmettre à l'Inspection la liste des personnes des équipiers pouvant occuper les différentes fonctions du POI à jour ainsi qu'un justificatif de la réalisation de formation POI des personnes concernées par cette liste.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan d'opération interne – Contenu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements environnementaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 26/01/2026 |
| Prescription contrôlée : <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.[...] |
| Constats : <p>Lors de la visite du 25 novembre 2025, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier la conformité des installations aux dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux prévues à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 (suite n° 25112025-8).</p> <p>Par courrier électronique du 13 janvier 2026, l'exploitant a transmis le contrat établi le 13 septembre 2024 avec un organisme spécialisé pour la mise en place d'une astreinte pour l'intervention en cas d'accident pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux. Une stratégie d'intervention a été préalablement établie (le 19 juin 2024) concernant les produits de décomposition et les modalités d'échantillonnage dans les différents milieux.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Plan d'opération interne – Contenu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Remise en état, Nettoyage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2026 |
| Prescription contrôlée : [...]- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.[...] |
| Constats : Suite à la visite d'inspection du 25 novembre 2025, il a été demandé à l'exploitant d'intégrer dans le POI, les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur (suite n°25112025-9). Dans son plan d'actions transmis le 19 février 2026, l'exploitant indique qu'une consultation d'une société spécialisée sera effectuée pour établir les modalités de nettoyage de l'environnement suite à un accident et en fonction des produits présents sur site. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20260218-3 : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un justificatif de la prise de contact d'une société spécialisée ainsi que la stratégie ou contrat établi pour le nettoyage de l'environnement suite à un accident. Ces informations seront intégrées dans le POI en cours de mise à jour et qui sera transmis à l'Inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 8 : Plan d'opération interne – Contenu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2026 |
| Prescription contrôlée : État des matières stockées. [...] L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.[...] |
| Constats : |

Lors de la visite du 25 novembre 2025, l'inspection a constaté que le POI n'intègre pas l'état des matières stockées (avec les capacités maximales de stockage) ainsi que les FDS relatives aux matières stockées (suite n°25112025-10).

Dans son plan d'action transmis le 19 février 2026, l'exploitant indique que les modalités pour avoir accès à l'état des stocks et les FDS des matières stockées seront intégrés dans le POI ainsi que les capacités de stockages autorisés.

Par ailleurs, l'inspection a noté que l'état des stocks est généré quotidiennement à 6h00 du matin et est facilement disponible sur le portable de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20260218-4 : Le POI mis à jour intégrant l'état des matières stockées sera transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 69

Thème(s) : Risques accidentels, Tenue des salles de contrôles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2026

Prescription contrôlée :

Pour les installations concernées, sans préjudice des impératifs de protection de personnes, les salles de contrôle des installations ainsi que les dispositifs de conduite et de traitement des données sont protégés contre les effets des accidents identifiés dans l'étude de dangers susceptibles de les impacter, de manière à garantir leur caractère opérationnel et lorsqu'elles sont nécessaires à la mise en sécurité des installations.

Constats :

Lors de l'exercice POI inopiné du 25 novembre 2025, l'Inspection a constaté que le poste de commandement (gestion de crise) était dans le même bâtiment de l'entrepôt et non protégé des effets des accidents identifiés dans l'étude de dangers. Il a alors été demandé à l'exploitant de disposer d'un poste de repli (suite n° 25112025-11).

Par courrier du 13 janvier 2026, l'exploitant a indiqué qu'en cas de nécessité, le poste de commandement pourra être délocalisé au site de Lieusaint, à 10 minutes du site de Brie-Comte-

| |
|---|
| Robert. Selon le plan d'actions transmis, cette information sera indiquée dans le POI en cours de mise à jour. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Système d'information interne

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article Article 7.6.7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Système d'information interne |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2026 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux,...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Suite à l'exercice POI du 25 novembre 2025, il a été demandé à l'exploitant de s'assurer de la disponibilité permanente des moyens de communication interne du site en cas de gestion de crise (suite 25112025-12).</p> <p>Dans son courriel du 13 janvier 2026, l'exploitant rappelle que chacun des intervenants dispose d'un portable professionnel. Des téléphones fixes sont également disponibles à plusieurs endroits stratégiques du site (en salle de crise, bureaux de la cellule 1 et bureaux de la cellule 2).</p> <p>Lors de la visite du 18 février 2026, l'Inspection a rappelé à exploitant que les téléphones portables ne sont pas suffisants pour garantir une disponibilité permanente des moyens de communication. Ceux-ci, peuvent être oubliés dans les bureaux au moment de l'évacuation ou ne pas fonctionner en cas d'une panne de réseau. Elle a demandé un moyen spécifique dédié à la gestion de crise qui sera mis à des endroits stratégiques facilement accessibles et visibles.</p> <p>L'exploitant a indiqué que des talkies-walkies seront mis en place. Les justificatifs ont été transmis à la suite de la visite d'inspection par courriel du 4 mars 2026.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Séparation physique des stockages d'aérosols et de produits inflammables

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article Article 8.2.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage |
| |

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2026

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un grillage de protection autour de la zone de stockage des aérosols (cellule 1) afin d'isoler entièrement la zone.

[...]

Constats :

Lors de la visite du 25 novembre 2025, l'Inspection a constaté la présence de palettes d'aérosols à l'extérieur de la zone dédiée au stockage des aérosols, tout le long de la grille séparant le stockage des aérosols du reste du site.

L'exploitant avait indiqué que cette zone constituait une zone tampon de stockage et que ces stockages seraient par la suite remis dans la zone dédiée.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que l'arrêté préfectoral d'autorisation ne prévoit pas un stockage d'aérosols à l'extérieur de la zone dédiée à cet effet. Elle a également demandé à l'exploitant d'évacuer les stockages d'aérosols situés à l'extérieur de la zone dédiée et prendre les dispositions pour s'assurer que les produits aérosols soient toujours stockés dans la zone dédiée (suite n°25112025-14).

Lors de la visite du 18 février 2026, l'Inspection a constaté l'absence de stockage d'aérosols en dehors de la zone dédiée (à l'exception des aérosols déchets cf point de contrôle n°1). L'exploitant a indiqué que des consignes ont été diffusées à la suite de l'inspection du 25 novembre 2025 pour respecter les règles de stockage.

En revanche, l'Inspection a constaté la présence de stockage de produits relevant de la rubrique 1510 (emballage de carton et plastique en grande majorité) le long de la grille séparant le stockage des aérosols du reste du site. Alors que les niveaux 3 et 4 des racks qui se trouvent dans la zone aérosols dédiés au stockage de produits dits neutres (relevant de la rubrique 1510) étaient vides.

L'exploitant a indiqué qu'une incompréhension s'est produite lors de la précédente visite d'inspection concernant les règles de stockage dans la zone aérosols. L'exploitant a indiqué avoir compris qu'il lui est interdit de stocker des produits "autres que aérosols" dans ladite zone.

Avec la reprise d'activité après la grève l'exploitant a entreposé ces produits le long de grillage en attendant leur mise sur les racks.

L'Inspection a rappelé à l'exploitant qu'il est autorisé à stocker dans la zone aérosols sur les niveaux 3 et 4 des produits relevant de la rubrique 1510. Les produits dont les FDS indiquent un classement relevant d'une autre rubrique ICPE notamment (4330, 4331, 4511, 4510, etc..) ne peuvent pas être stockés dans la zone aérosols.

Par courriel du 20 février 2026, l'exploitant a transmis les justificatifs d'évacuation des stockages présents le long de la grille de la zone aérosols. Il a indiqué que des échanges avec le client seront

| |
|--|
| prévus afin de lisser la charge des flux en réception en fonction de la capacité de stockage du site pour s'assurer du respect des règles de stockage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Conformité aux dossiers

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article Article 1.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Respect des conditions d'exploitation prévue dans les dossiers |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2026 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 25 novembre 2025, l'Inspection a constaté que les règles de stockage de palette d'aérosols à l'intérieur de la zone dédiée n'étaient pas conformes à l'étude de dangers du site. Il a été demandé à l'exploitant de respecter les conditions de stockage d'aérosols prévues dans l'étude de dangers relative au site. Si l'exploitant souhaite modifier les conditions d'exploitation de la partie aérosols, il devra transmettre à l'inspection un porter à connaissance (suite n°25112025-15).</p> <p>Lors de la visite du site le 18 février 2026, l'Inspection des installations classées a constaté que les règles de stockage dans la zone aérosols étaient respectées.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection, justificatif à l'appui, que des études de flux thermiques sont en cours pour déposer un porter-à-connaissance sollicitant le stockage d'aérosols sur 3 niveaux contre 2 prévus actuellement et dont les modélisations de flux thermiques en cas d'incendie ont été étudiées dans le cadre de l'étude de dangers actuelle du site.</p> <p>Ces modélisations ont été transmises le 6 mars 2026 à l'Inspection des installations classées et font l'objet d'échanges avec l'Inspection dans le cadre d'une phase amont d'instruction avant la transmission du porter à connaissance.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Caractéristiques des éléments de construction

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article Article 8.1.3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Portes coupe-feu |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites |

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 02/02/2026 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les portes de communication entre cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures. La fermeture des portes est assurée par un élément thermofusible déclenchant la fermeture à 70°C et une ventouse électromagnétique asservie à l'alarme incendie.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice POI réalisé le 25 novembre 2025, il a été constaté que la porte coupe-feu du local de charge ne fonctionnait pas et celle entre les cellules 1 et 2 est restée fermée après la fin de l'exercice (suite n° 25112025-16).</p> <p>Par courrier du 13 janvier 2026, l'exploitant a transmis les justificatifs de la réparation des portes coupe-feu précitées.</p> <p>Lors de la visite du 18 février 2026, l'Inspection a testé le bon fonctionnement de la porte du local de charge. Celle entre les cellules 1 et 2 était bien ouverte.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 14 : Produits

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article Article 7.3.1.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Fiche de données de sécurité</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques de produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations dangereuses.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 18 février 2026, l'Inspection a constaté un stockage de lubrifiant en quantité très importante sur les niveaux supérieurs des racks de la cellule 1 au-dessus des stockages de liquides inflammables qui est limité à 5 m.</p> <p>L'étiquetage du produit n'indiquait aucune mention de danger. Pour s'assurer que le classement de ce produit ne relève pas de la rubrique 4331 (liquides inflammables) et par la suite du respect des règles de stockage, l'Inspection a demandé à l'exploitant de consulter la fiche de données de sécurité (FDS) de ce produit. Cette dernière indiquait effectivement l'absence de propriétés de</p> |

dangers liées à ce produit. La FDS datait de 2024.

L'Inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un logiciel lui permettant d'accéder aux FDS des produits présents sur site.

A cette occasion, l'Inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un logiciel dans lequel sont programmés les localisations de stockages de produits en fonction de leurs propriétés de dangers et le classement ICPE. Afin de respecter les règles de stockage, le niveau de stockage des produits relevant des rubriques 4331 a été bloqué à 5 m, conformément à l'étude de dangers du site et à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'Inspection n'a pas vérifié les modalités de stockages des autres produits dangereux autorisés sur le site. Celles-ci feront l'objet d'une vérification lors d'une prochaine visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Articulation avec services d'urgence externes

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/02/2026

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

[...]

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

[...]

Constats :

Suite aux constats établis le 25 novembre 2025, il a été demandé à l'exploitant de mettre à jour les schémas d'alerte inclus dans le POI en détaillant les modalités de détection et d'alerte. Ceci doit être réalisé après échange avec la société de gardiennage et la définition d'une façon claire et précise des missions du gardien dans le déclenchement du POI (suite n° 25112025 - 3).

Lors de la visite du 18 février 2026, l'exploitant a indiqué que des échanges sont en cours avec la société de gardiennage pour clarifier le rôle du gardien dans le cadre de mise en œuvre du POI.

Le plan d'actions transmis le 19 février 2026, indique les missions que doit réaliser le gardien en cas de déclenchement de POI. Ces informations seront intégrées dans le POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

| |
|---|
| Suite n°20260218-5 : L'exploitant transmettra le POI mis à jour intégrant les schémas d'alertes et les modalités d'intervention du gardien en cas de mise en œuvre du POI. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |